

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, PRO ARIS ET FOCIS, SCIENCES, ARTS.
 1er Septembre 1877 **NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 4 JUILLET 1912** 85ème Année

Croisade nationale.

Pour la quatrième fois, le bilan de la population française est un véritable bulletin de deuil et de mort graphique. Les pertes, l'important sur les naissances en 1911 comme en 1895, en 1900, en 1907. C'est un résultat lamentable et qui justifie les tristesses appréhensions, les sombres pronostics des observateurs pénétrants qui, tel Prévost-Paradol, ont entrevu et pressenti le péril national du vingtième siècle.

Qu'en d'autres pays la natalité commence à fléchir, suivant les constatations faites pour la Prusse par le feld-marchal von der Goltz, cet indice défavorable n'est pas fait pour atténuer nos regrets à la lecture des chiffres de l'accroissement annuel de l'Empire allemand. D'un côté, déficit de 33,000; de l'autre, gain de 300,000 existences.

A quel point de vue qu'on se place pour apprécier les statistiques, le phénomène a de quoi inquiéter les économistes et les patriotes. Quelques-uns d'entre eux s'occupent depuis un certain nombre d'années de la cloche d'alarme, sans que leur avertissement impressionnant ait été suffisamment entendu. A force de ténacité passionnée, l'excellent Piot avait fini pourtant par populariser la campagne contre la dépopulation engagée avec tant de force par l'Académie de médecine.

Waldeck-Rousseau avait du premier jour, avec sa merveilleuse lucidité, tracé le programme de défense et de relèvement. "En France, a-t-il déclaré, on ne peut pas assez et on meurt trop." Cette affirmation n'aurait pas suffi, en même temps, l'éminent homme d'Etat n'avait indiqué ses préférences pour une méthode d'action, celle qui a pour objet le combat contre la mortalité exorbitante.

Les amis de l'enfance ne s'y étaient point mépris, et ayant même d'abord connu l'amertume des années déficitaires, ils s'étaient jetés au secours des enfants abandonnés ou délaissés. De saint Vincent de Paul à Théophile Roussel, la tradition a été ininterrompue. Des soins bienfaits ont été accordés à l'effort des initiatives charitables et des œuvres privées.

L'assistance intuitive et spontanée avait jailli des cœurs féminins. L'entretien matériel avait été mis en honneur par les philanthropes et les écrivains du dix-huitième siècle, Jean-Jacques Rousseau, Beaumarchais, en même temps que la reine Marie-Antoinette patronnait la création de la Société de charité maternelle de Paris. Les rapports de La Rochefoucauld-Liancourt, de Maignet, de Barère, au Comité de mendicité, et à la Convention, étaient conçus et rédigés dans le même esprit. Plus tard, Michelet a soutenu la cause de l'enfant et de la mère avec le même enthousiasme prophétique.

Les médecins, les accoucheurs, les hygiénistes, à la lueur des découvertes de Pasteur, ont mieux et plus complètement encore dégagé les règles à suivre; ils ont corroboré et fortifié, par le témoignage des faits et des observations scientifiques, le leçon du sentiment et de la raison. La puériculture a été constituée sur des bases solides. Les savants nous ont appris avec précision à connaître et à combattre les causes physiologiques et sociales des hécatombes d'enfants du premier âge. Pierre Budin s'est attaché, avec un zèle d'apôtre, à prendre corps à corps la gastro-entérite des nourissons et, avec lui, Variot, Dufour ont été les propagateurs des méthodes nouvelles d'élevage de tout petit. Le professeur Pinard a dénoncé les méfaits du surmenage des futures mères et il a contribué puissamment à créer un courant d'opinion favorable aux mesures nécessaires et opportunes de protection de la maternité.

Il me sera permis, en un jour où la Ligue contre la mortalité infantile célèbre la dixième anniversaire de sa fondation, de rendre un hommage reconnaissant

au puériculteur émérite que fut Pierre Budin, à tous ses collaborateurs, émules ou disciples, à tous les médecins de France qui, les uns avec éclat, les autres obscurément, ont cherché et cherchent constamment, avec une vigilance méthodique, à sauver les petits enfants, assistés, secourus, placés en nourrice, élevés dans leurs familles, et s'efforcent sans cesse d'abaisser la dîme mortuaire de la première enfance. Les inspecteurs de l'Assistance publique ont droit aux mêmes remerciements et à une gratitude égale.

Et, à côté des hommes de l'art, la reconnaissance publique doit aller à ces femmes vaillantes, généreuses, tendres, bonnes, qui se dévouent sans un jour de défaillance à toutes les œuvres de salut public et de bonté humaine. Sociétés de charité maternelle, Société de l'allaitement maternel et des refuges-ouvriers, asiles maternels, mutualités maternelles, orphelins, pouponnières, dispensaires, consultations de nourissons, gouttes de lait, cantines maternelles, cantines scolaires, asiles de l'enfance, maisons maternelles, colonies de vacances, cures d'air, hôpitaux marins, etc., etc. l'en passe assurément, car toute nomenclature des institutions de bienfaisance privée est forcément incomplète, chaque jour voyant éclore des tentatives ingénieuses, inédites, originales, dues à la double inspiration philanthropique et médicale qui accomplissent des prodiges.

Il y a peu de jours, le très actif directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques de France, M. Léon Mirman, conviait les associations de presse à organiser une véritable croisade nationale en faveur des petits enfants, de ceux-là particulièrement que les chaleurs de l'été exposent à succomber, faute de surveillance appropriée, sous les coups des affections intestinales, et, avec un généreux optimisme, il rappelait aux uns et aux autres que, qu'en ces dernières années le nombre des morts infantiles n'a cessé de baisser, que notre mortalité du premier âge est en décroissance continue, sans que malheureusement un tel progrès puisse être tenu pour suffisant, puisque, l'an dernier, la bourrasque de chaleur a coûté à la France vingt mille victimes de plus qu'en une saison normale.

Et tandis que les épidémies saisonnières exerçaient de ravages, les établissements de puériculture, de contrôle médical des nourissons, étaient à peu près indemnes, apparaissant ainsi comme des asiles surs, comme les avant-postes sanitaires du pays.

Qu'est-ce à dire, quelle leçon à tirer de ces observations, de ces faits, sinon que la Ligue contre la mortalité infantile doit redoubler d'ardeur dans sa propagande, que les pouvoirs publics ont à prendre les mesures indispensables de protection des mères et des nourissons, que l'initiative privée, avec son triple compartiment, médical, mutualiste et philanthropique, avec les médecins et les femmes, a des obligations croissantes à mesure que la crise de dépopulation se prolonge et s'aggrave?

Ce n'est pas dépasser la mesure que de mettre un tel effort et une telle propagande au premier rang des "devoirs civiques" de l'heure présente et de proclamer que la puériculture avant et après la naissance, et la protection des enfants du premier âge et du second âge, comme l'aide aux mères, exigent un surcroît de sollicitude attendrie et de bonté prévoyante dans un haut et pressant intérêt de vitalité nationale.

Paul STRAUSS.

INJECTION BROU
 Prompt soulagement des cas les plus obstinés sans intervention. Action sûre et efficace.
 VENDU PARTOUT DANS LES PHARMACIES.

LES AFFAIRES MAROCAINES. L'arrêt des négociations franco-espagnoles.

Paris, 23 juin.
 Il fut un temps où le compte rendu officiel de chaque Conseil des ministres contenait ce petit couplet obligatoire :

Le ministre des affaires étrangères a mis ses collègues au courant des négociations franco-espagnoles qui progressent normalement.

C'était peu de chose, certes, que cette note. Tout de même elle pouvait à la rigueur entretenir nos espérances. Hélas, ce temps-là n'est plus. Maintenant les comptes rendus sont muets sur ces négociations. Ce mutisme-là s'explique du reste : le mieux qu'on en puisse dire est encore de n'en point parler.

On a dépensé quelque trois mois pour se mettre d'accord sur la question de l'Ouergha. Que de discussions, que de luttes pour établir si c'est la rivière qui baignerait ou plutôt la crête des monts. Que d'efforts nécessités la recherche d'une formule finale, les uns jurant par tous les dieux qu'ils seraient ruinés, déshonorés à jamais s'ils n'obtenaient pas la garantie de "communications directes", les autres affirmant avec une égale énergie que tout ce qu'ils pouvaient promettre c'était "des communications non interrompues".

Mais ce premier résultat acquis, les Espagnols se sont empressés par leur intransigence, par leurs prétentions nouvelles, de rendre impossible l'accord sur tout le reste. Qu'on en juge plutôt.

Sur la rive gauche du Loukkos, à l'embouchure de ce fleuve, ils demandent que la France évacue un certain nombre de postes militaires qu'elle entretient dans cette région.

La zone qu'ils réclament dans la contrée d'Ifai est beaucoup plus considérable que celle que nous pouvons leur concéder.

Si des discussions territoriales on passe au problème administratif et économique, l'opposition entre les deux thèses se fait de plus en plus saillante. Le porte-paroles du gouvernement français, à cet égard, est M. Guioi, dont tout le monde connaît les dispositions nettement conciliantes, la souplesse et la fertilité d'esprit. Ces qualités sont dépeçées en pure perte par cet excellent agent qui, revenu exprès à Madrid, se heurte, sur chaque question, à un éternel parti pris.

Qu'il s'agisse des douanes, du chemin de fer de Tanger à Fez, des religieux franciscains, l'intransigence est la même. Nous pouvons croire que l'Angleterre, la France et l'Espagne s'entendraient aisément sur le statut international de Tanger. Il n'en est rien : ici encore, la diplomatie espagnole vient, au dernier moment, d'émettre des prétentions absolument inadmissibles.

Telle est la situation : il ne servirait à rien de la cacher. Ceux qui, du côté français, mènent ces interminables négociations, sont heureusement doués du plus robuste optimisme. Mais cet optimisme-là est maintenant soumis à une très dure épreuve. Voilà des mois et des mois qu'ils espèrent, tout au moins qu'ils nous font espérer. Le moment n'est pas loin, semble-t-il, où ils diront, eux aussi, à M. Canalejas : "Belle Philis!"

Je sais bien que certains vont répéter : "Tous ces fâcheux retards ne sont vraiment pas la faute du Premier Ministre espagnol, ni du ministre d'Etat, ni des ambassadeurs. C'est un bureau crasse subalterne qui, seul, en est cause. Les chefs sont donc tout disposés; mais que voulez-vous donc qu'ils fassent contre la mauvaise volonté d'un de leurs oncles subordonnés?"

Ecartons de grâce cette explication ridicule : elle serait injurieuse pour les premiers tout en faisant vraiment trop d'honneur au second.

Qu'arrivera-t-il si les choses continuent de la sorte? Ne parlons pas de rupture, puisque c'est là un trop gros mot. Seulement la négociation risque évidemment de s'éteindre, de mourir doucement, comme un feu privé d'aliment.

Notre gouvernement a dès maintenant le devoir strict d'envisager cette éventualité et de prendre toutes ses dispositions en conséquence. Nous espérons qu'il s'en préoccupe sérieusement.

A vrai dire, la seule chose qui puisse être gênante pour nous est le retard apporté à la construction du chemin de fer Tanger-Fez, le premier à mettre en adjudication, aux termes de l'accord franco-allemand. On se demande où les négociateurs du cabinet Caillaux avaient la tête, et même s'ils avaient une tête, quand ils laisserent pareille clause dans ledit accord.

Cet obstacle peut tout de même être tourné : le fleuve Sebou est navigable sur une partie de son cours. Il y a là, vers la capitale, un excellent chemin fluvial, que nous devons nous mettre en mesure d'améliorer et d'utiliser au plus tôt.

L'Administration du Département du Trésor est vivement critiquée. DEMISSION DU SOUS-SECRETARE ANDREW.

Washington, 3 juillet.—M. A. Platt Andrew, sous-secrétaire du Trésor, a transmis aujourd'hui sa démission au président Taft, accompagné d'une lettre dans laquelle il donne quelques détails peu édifiants sur l'administration du secrétaire McVeigh.

M. Andrew déclare que les employés du département du Trésor sont constamment entravés et découragés dans leur travail par le manque de suite dans les idées du secrétaire McVeigh et son manque de décision. Cette lettre donne aussi à entendre que plusieurs hauts fonctionnaires du département du Trésor sont absolument mécontents de la façon dont ils sont traités par M. MacVeigh.

D'un bout à l'autre la lettre de M. Andrew n'est qu'une dénonciation énergique, avec preuves à l'appui, de tout ce qui a été fait au département du Trésor, depuis que MacVeigh en a pris la direction.

Avant de transmettre sa lettre au Président, M. Andrew a réuni tous les chefs de bureau du son département et leur a annoncé sa démission et leur faisant ses adieux.

DEPECHEES TELEGRAPHIQUES

Attaque contre les rebelles.
 Au quartier général fédéral du général Huerta, à trois milles au sud de Bachimba, Mex., 3 juillet.—Après un délai de plusieurs jours durant lesquels les troupes qui devaient opérer les trouves de flanc, atteignant les positions désignées, le général Huerta, commandant fédéral, a donné l'ordre à 5 heures mercredi matin de commencer l'attaque contre l'armée rebelle réunie à Bachimba sous le général Pascual Orozco. L'artillerie du gouvernement a délogé l'ennemi d'une position importante pendant la nuit en lançant quelques bombes.

Les troupes avançaient avec précaution pour éviter les mines des rebelles, qui ont été découvertes en grand nombre.

On a eu, par un rapport au quartier-général mercredi, l'explication de la détonation dans le camp rebelle il y a deux jours, qui fut croire à une catastrophe et qui fut produite par l'explosion des mines des rebelles par les ingénieurs du gouvernement qui les avaient trouvées en quantité dans les environs.

Un grand réservoir d'eau fut détruit par l'une d'elles qui, en éclatant blessa deux citoyens, l'un grièvement.

Du camp de l'armée rebelle, à Bachimba, Mexique 3 juillet.—Impatiemment par la tactique dilatoire de l'armée fédérale, qui depuis trois jours masse ses troupes dans les environs de Bachimba, sans oser se livrer à une attaque, les insurgés sous les ordres d'Orozco, sont prêts à prendre l'offensive.

Des renforts et des munitions sont encore parvenues aujourd'hui au camp de Bachimba, et tout est prêt pour une résistance à outrance.

Fin de l'enquête du "Titanic"
 Londres, 3 juillet.—L'enquête du Board of Trade sur la catastrophe du "Titanic" a pris fin aujourd'hui et Lord Mersey, qui la présidait, a annoncé que son rapport, serait prêt dans un délai raisonnable.

Sir Rufus Isaacs, l'atorney général, en terminant son réquisitoire a dit qu'il eut été heureux de trouver une excuse pour l'inaction du capitaine Lord, du "Californian", mais qu'il en était arrivé à regret à la conclusion que la conduite de ce commandant de navire avait été inexcusable.

Sir Rufus a ajouté que les causes du désastre devaient être attribuées au manque de vigilance et à l'extrême vitesse.

Pendant les trente-six séances de la cour d'enquête, 93 témoins ont été interrogés et il leur a été posé 25,631 questions.

La famille du Gov. Wilson. Fin de la Convention Nationale Démocratique.

Sea Girt, N. J. 3 juillet.—Mme Woodrow Wilson, l'épouse du candidat présidentiel démocrate, est une artiste de talent, et nombre de ses peintures ornent les murs de "la petite maison blanche" d'ici. On crut à une époque qu'elle adopterait la profession de peintre.

C'est elle qui engagea le gouverneur à passer l'été à Old Line, Conn., où il y a une grande colonie d'artistes.

Les trois filles de Mme Wilson sont aussi très bien douées, l'aînée a une belle voix de soprano et souvent, après le dîner, chante en duo avec son père. Jessie, la cadette, s'intéresse à des œuvres sociales à Philadelphie. Eleanor, la plus jeune, a hérité du goût de sa mère pour la peinture et étudie cet art à New York. Les filles du gouverneur Wilson lui ressemblent beaucoup.

L'accident du dirigeable "Akron."
 Atlantic City, N. Y. 3 juillet.—M. Frank A. Seiberting, un financier de Akron, Ohio, qui avait avancé des capitaux à Melvin Vaniman pour lui permettre d'entreprendre la traversée de l'Atlantique en aérostat, est arrivé ce matin à Atlantic City, et a immédiatement pris des mesures pour recouvrer les corps des intortunés aéronautes et les restes du ballon.

Plusieurs scaphandriers ont passé la journée sur les lieux, occupés à dégager les amas de cordages, d'étoffe et de pièces de machine sous lesquels sont maintenus les corps des compagnons de Vaniman.

Pas de troisième parti.
 Lansing, Mich. 3 juillet.—Le gouverneur Chase S. Osborn, un des plus chauds partisans du colonel Roosevelt pendant la convention républicaine de Chicago, a lancé aujourd'hui une proclamation aux électeurs du Michigan en déclarant "que la nécessité de fonder un nouveau parti politique n'existe plus, considérant le résultat de la convention de Baltimore."

M. Osborn espère que le colonel Roosevelt retirera sa candidature.

Evasion manquée.
 Toomsboro, Ge. 3 juillet.—"Old Bill" Miror, le vieux forçat qui avec un compagne de chaîne, s'était évadé du pénitencier de Milledgeville la semaine dernière, a été capturé, ce matin, dans un bois près de Toomsboro.

TETE SQUAMEUSE CHUTE DE CHEVEUX

Et des Gressours Rouges Sontient sur Visage, Mars et Bras de Bébé. De Pies on Pies Mal, La Mère Dit, "Je Crois que Rien se l'Anrait Guéri à l'Exception de Colours."

"M. a premier bébé avait six mois quand il eut sur la tête des petites bosses qui étaient et étaient... Les gressours rouges se guérissent à l'exception de Colours."

Colours est un remède... Les gressours rouges se guérissent à l'exception de Colours.

Un Sirop ayant meilleur goût.
 Le plaisir que l'on éprouve à manger des gâteaux et des biscuits avec du sirop... Penick & Ford, Ltd.

NOUS RECOMMANDONS
 La Marque de Café N°1
 "CREOLE" à pas
 En Boîtes Soles
 Crescent Coffee Mills
 New Orleans, E. U. d'A.

A NOS CLIENTS
 Une Table d'Hôte de Premier Ordre Sera Servie au
"Restaurant Miramar"
 (FORT ESPAGNOL)
 PRIX \$1.00; \$1.25 avec Vin.—J. BENO, Prop.
 S. P. M. A. S. P. M.

Jackson Brewing Co.
 PURE FOOD BEER
 Le plus grand de la Production de la Bière... JACKSON BREWING CO., rues Decatur et Jefferson
 Les Gens de Bien...